

M. HENDERSON: Je vous en prie.

Le sénateur POULIOT: J'ai un service à rendre et j'ai besoin de votre aide. Je me demande si vous pouvez m'expliquer ceci. Je parle en ma qualité de sénateur. Je me rappelle qu'à mon arrivée, la somme globale dépensée par le gouvernement du Canada s'élevait à moins d'un demi-milliard et l'honorable M. Dunning m'avait déclaré que c'était en raison de la guerre que les dépenses étaient si élevées; elles étaient de 500 millions de dollars, soit un demi-milliard. Elles atteignent maintenant 12 à 14 fois plus et, naturellement, les délibérations entourant ces dépenses d'argent sont plus longues maintenant qu'auparavant.

M. HENDERSON: C'est exact.

Le sénateur POULIOT: Les sénateurs sont dans une situation malheureuse. Je me demande si cela vient de la façon dont est rédigé l'ordre du jour à la Chambre des communes. On nous dit à trois heures que le Gouverneur général suppléant, l'administrateur, viendra à cinq heures et quarante-cinq minutes pour la Sanction royale. On nous invite à avaler des centaines de millions de dollars en une ou deux heures. Cela n'a aucun sens.

M. HENDERSON: Vous me donnez raison, sénateur. C'est justement le hic. Cependant, tous ne sont pas prêts à admettre la critique d'une telle situation. Il est exact que les pressions et les exigences qui obèrent le temps dont disposent les deux Chambres prennent de plus en plus d'importance à mesure que s'accroît la complexité des dépenses et des autres programmes.

Le sénateur POULIOT: Bien d'autres sujets inutiles sont présentés à la Chambre au lieu des prévisions budgétaires.

Le PRÉSIDENT: Proposez-vous, en somme, qu'il faudrait demander à un comité d'étudier les prévisions budgétaires?

Le sénateur POULIOT: Autant que possible, ils devraient d'abord étudier le budget des dépenses. Le débat sur le Discours du Trône n'est pas tellement important et je me souviens qu'il fut souvent reporté à une date ultérieure. Ce changement permettrait aux Communes d'étudier les prévisions budgétaires pendant plusieurs jours et nous donnerait la chance de disposer d'au moins deux ou trois jours pour poser des questions ou pour délibérer sur l'emploi de l'argent.

Le PRÉSIDENT: C'est la raison d'être de ce Comité en ce qui concerne le Sénat.

Le sénateur POULIOT: Je le sais, mais j'ai besoin de l'appui de M. Henderson, car ses propos font la manchette et sont très importants.

Le sénateur BROOKS: N'y aurait-il pas chevauchement des tâches avec l'autre chambre? Il y a vingt-cinq ministères. Ne serait-il pas impossible pour un comité comme celui-ci d'étudier les prévisions de vingt-cinq ministères? Je ne vois pas comment un petit comité du Sénat pourrait s'acquitter de cette tâche de façon pratique. J'admets qu'en général, nous devrions en savoir plus long sur les prévisions budgétaires, mais elles sont passablement bien débattues avant de parvenir au Sénat et je ne crois pas qu'il revienne au Sénat d'en faire un examen complet et minutieux.

M. HENDERSON: Si je puis, je répondrai à la première question du sénateur Pouliot. Je peux surtout contribuer à cette fin en continuant à insister sur la description claire et concise des dépenses car je crois que c'est rendre justice à ceux qui doivent les approuver. Je ne puis concevoir qu'on puisse approuver une somme globale sans poser de questions et sans disposer de renseignements.

Le sénateur POULIOT: Vous avez entièrement raison.

M. HENDERSON: Par conséquent, les membres du gouvernement exécutif ont le devoir de faire leur tâche de leur mieux, tout en respectant les confins de